

Index AI : PRE01/036/2011  
27 January 2011

## **Bangladesh. Les forces de sécurité entraînées par le Royaume-Uni doivent cesser de procéder à des exécutions extrajudiciaires**

Amnesty International demande au gouvernement britannique de faire part à la Premier ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, de ses préoccupations relatives aux informations faisant état de torture, d'exécutions extrajudiciaires et de recours excessif à la force imputables au Bataillon d'action rapide (RAB).

Sheikh Hasina est en visite au Royaume-Uni cette semaine, alors qu'une vague d'accusations laisse entendre que les forces de sécurité bangladaises ont commis des exécutions extrajudiciaires.

Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains ont recensé de nombreuses atteintes aux droits fondamentaux imputables au RAB au cours des cinq dernières années. Plus de 600 personnes auraient été tuées par des membres du RAB depuis 2004, date de la création de ce bataillon.

Dans la plupart des cas, les victimes trouvent la mort alors qu'elles sont aux mains du RAB, mais les autorités policières annoncent ensuite qu'elles ont été « prises entre deux feux » ou ont péri au cours de « fusillades » ou d'« échanges de tirs » avec la police.

« Affirmer que ces morts en détention sont de simples incidents sans lien entre eux, et non des exécutions ciblées, n'est tout simplement pas crédible, a déclaré Abbas Faiz, chercheur sur le Bangladesh à Amnesty International. Les probabilités que le même sort échoit à un si grand nombre de personnes interpellées défient l'entendement et sont contredites par les témoignages oculaires. Ces décès constituent des exécutions extrajudiciaires.

« Il faut que ces agissements cessent sans délai et que les responsables présumés soient traduits en justice sans plus attendre », a-t-il ajouté.

Dans ses commentaires et ses déclarations, le gouvernement bangladais a fait montre ces derniers jours d'une opposition hostile en réaction aux appels nationaux et internationaux lui demandant de se pencher sur ces accusations.

La ministre de l'Intérieur du Bangladesh, Sahara Khatun, a nié mercredi 26 janvier que des exécutions extrajudiciaires aient jamais eu lieu au Bangladesh sous le gouvernement actuel et a renchéri le lendemain en accusant les organisations de défense des droits humains de « se ranger du côté des criminels ».

Récemment, des informations de Wikileaks ont révélé que la police britannique formait le RAB au Bangladesh.

« Tout pays qui forme délibérément une force de l'ordre qui bafoue systématiquement les droits fondamentaux peut lui-même assumer une part de responsabilité pour ces violations », a conclu Abbas Faiz.